

LE TEXTE PRONONCÉ FAIT FOI

Bienvenue aux délégués et invités. J'espère que vous avez tous passé un été agréable.

Je tiens à reconnaître et à remercier à nouveau les nations Anishinaabe, Huron-Wendat et Haudenosaunee, dont les terres ancestrales nous accueillent aujourd'hui.

Le 11 juin, les employés du PPSE du conseil scolaire Hastings Prince Edward ont voté en faveur d'adhérer à OSSTF/FEESO. Ayant été accrédités en juillet, ils négocieront leur première convention collective au cours des prochaines semaines. Je vous invite à vous joindre à moi pour souhaiter la bienvenue à notre toute nouvelle unité de négociation au sein de la famille d'OSSTF/FEESO.

L'an dernier lors du Leadership, nous avons accueilli ce qui était alors notre plus récente unité de négociation, le PPSE du District 13, Durham. Cette année, nous félicitons cette même unité d'avoir conclu leur première convention collective le 29 mai.

Félicitations également aux membres des services de transport du District 18 qui sont parvenus à une nouvelle convention le 3 juillet et à nos membres du District 34, du *Royal Conservatory of Music*, qui ont une nouvelle convention depuis le 18 juillet.

Veillez vous joindre à moi pour féliciter aussi l'unité de négociation du personnel de soutien de l'Université Saint-Paul qui, au terme de longues négociations, a conclu leur première convention collective en février.

Ce sont quelques-uns des bons coups qui se sont produits au cours de la dernière année. Malheureusement, tout n'est pas digne de mention.

Au Leadership de l'an dernier, nous nous remettons à peine de l'élection du gouvernement de Doug Ford. Ce gouvernement n'était en place que depuis quelques semaines seulement qu'il avait déjà réduit ou annulé toute une série de programmes et d'initiatives.

Dans le secteur de l'éducation, nous avons déjà remarqué :

- L'annulation des consultations sur l'éducation autochtone
- La suppression d'une centaine de millions de dollars pour le financement des réparations aux écoles de même que le système de plafonnement et d'échange de la *Western Climate Initiative*
- Le retour en arrière du programme-cadre d'éducation physique et santé

Il y a déjà un an, il fallait se rendre à l'évidence. Nous savions à quoi nous en tenir. Nous savions que les faits ne leur étaient d'aucun intérêt. Nous savions qu'il serait impossible de trouver six milliards de dollars en « efficacité » sans réduire les services essentiels. Nous savions que couper six milliards de dollars nuirait aux Ontariennes et Ontariens. Nous savons maintenant, sans l'ombre d'un doute, qu'un très grand nombre d'Ontariennes et d'Ontariens ordinaires ont été abandonnés par ce prétendu « gouvernement pour la population ».

Des programmes de santé au Programme ontarien des services en matière d'autisme, en passant par les services sociaux jusqu'aux programmes de garderie, le présent gouvernement a cassé tout ce qu'il a touché.

Le financement provincial des établissements postsecondaires de l'Ontario a été sabré de centaines de millions de dollars, financement qui était déjà ridiculement bas, comme nous l'avons indiqué depuis des années.

Et nous savons d'ores et déjà que, lorsqu'une université fait face à des contraintes budgétaires, c'est habituellement le personnel de soutien qui en souffre par des mises à pied et une charge de travail accrue. Cette récente compression au financement aura certainement des répercussions sur nos membres du District 35 et, lorsque nos membres du milieu universitaire sont touchés, il en est de même pour les étudiants qu'ils desservent.

Nous savons que ces étudiants ont déjà de la difficulté à composer avec l'annulation des programmes de gratuité scolaire et avec les modifications aux structures des prêts aux étudiants, modifications qui ne feront qu'ajouter au niveau d'endettement déjà faramineux qu'ils auront contracté avant la fin de leurs études. Les 70 000 membres d'OSSTF/FEESO sont solidaires avec le personnel de soutien de nos universités et les étudiants.

Bien entendu, plusieurs d'entre vous observent directement le chaos provoqué par le gouvernement au sein des conseils scolaires. En mars, lorsque la précédente ministre de l'Éducation a annoncé que l'effectif moyen financé des classes dans les écoles secondaires passerait de 22 à 28, nous avons su aussitôt que cela causera d'énormes perturbations dans le système.

Nous le savions; les conseils scolaires aussi. Même les élèves le savaient et des dizaines de milliers d'entre eux ont déserté leurs salles de classe pour manifester quelques semaines à peine après l'annonce.

Quand les annonces d'annulation de programmes et de cours ont commencé à surgir partout dans la province, le gouvernement a rejeté le blâme sur les conseils scolaires plutôt que d'en assumer la responsabilité.

Ces décisions appartiennent aux conseils scolaires, ce ne sont pas les nôtres, a déclaré le gouvernement. Les conseils agissent de façon irresponsable. Ils sèment seulement la peur, a-t-il ajouté.

Semer la peur! Dites cela aux élèves ayant des besoins particuliers au *Upper Canada District School Board*; ces élèves qui ne recevront pas l'aide dont ils ont besoin pour réussir, car la moitié des professionnels des services à l'élève du conseil ne reviendront pas en septembre. Dites à ces élèves que leur conseil scolaire semait la peur.

Dites-le aux élèves des conseils scolaires de toute la province où des programmes ont été supprimés. Dites à tous ces élèves, élèves qui ne pourront tout simplement pas accéder aux cours dont ils ont besoin en septembre, que leurs conseils scolaires semaient seulement la peur.

Ce qui est terriblement paradoxal, c'est que tout ce que le présent gouvernement prétend vouloir pour notre système scolaire, comme une plus grande accessibilité aux programmes de STIM, est arraché aux élèves. Le nouveau ministre de l'Éducation adore parler des STIM, mais il est muet lorsque les conseils scolaires sont contraints de supprimer ces mêmes cours de STIM.

Seulement au *Toronto District School Board*, 80 sections de cours de STIM ont déjà été annulées pour cet automne. Cela se répète à travers la province.

En réalité, le présent gouvernement ne reconnaît simplement pas que s'il réduit considérablement le quart des postes en enseignement au secondaire en Ontario, il supprime aussi le quart des enseignantes et enseignants en mathématiques de l'Ontario et le quart de ceux qui enseignent la technologie en Ontario. Il n'admet pas non plus l'évidence que les services essentiels pour nos élèves les plus vulnérables seront perdus en raison de la réduction des postes de personnel de soutien.

Comment peut-il donc affirmer vouloir l'amélioration de l'accès et la réussite dans ces matières? Et en tant qu'éducateurs, nous savons que ce ne sont pas les seuls cours importants dans le programme scolaire au secondaire. Il nous reste un système d'éducation appauvri et amoindri pour nos élèves, tout particulièrement dans les mêmes domaines que ce gouvernement prétend valoriser.

Il est entendu que le nouveau ministre de l'Éducation est meilleur communicateur que l'ancienne ministre. Il livre ses points importants à la manière d'un consultant enjôleur récitant le jargon institutionnel : le jargon des « points de données », des « compétences de base » et des « aptitudes monnayables ».

Jusqu'à présent cependant, nous n'avons vu qu'un enjôleur plus doucereux tentant de vendre le même produit minable. Et son débit rapide s'arrête brusquement aussitôt que quelqu'un lui demande d'expliquer comment des classes de plus grandes tailles peuvent bien favoriser les élèves. Il patine, fait le tour du pot et change le sujet, parce qu'il n'a pas la réponse à cette question fondamentale. Je conviens qu'il a tout au moins la présence d'esprit de ne pas avancer que cela rehaussera la résilience chez les élèves.

Cependant, il ne mentionnera pas le simple fait que, pour chaque poste d'enseignant éliminé d'une école secondaire, six choix de cours disparaîtront pour les élèves.

Quelle que soit leur façon de dorer l'image, malgré leurs efforts pour cacher la vérité derrière leurs données, nous voyons déjà comment le plan de ce gouvernement aura un effet dévastateur sur le système d'éducation. Et la grande majorité de la population se rend également à cette évidence. Après la « plus importante consultation de l'histoire de l'Ontario », le présent gouvernement refuse d'en dévoiler les résultats. Cette consultation a pris fin le 31 mai, et depuis... silence. J'implore maintenant le ministre Lecce : monsieur le Ministre, veuillez dévoiler ces résultats. Voyons si le public est de votre avis que le fait d'entasser des élèves dans des classes pleines à craquer, d'éliminer des soutiens essentiels, de fermer la porte aux choix de cours et de forcer les élèves à acquérir obligatoirement quatre crédits en ligne entraînera de meilleurs résultats et, en fin de compte, une plus forte économie en Ontario.

Et d'une importance critique, malgré la promesse électorale trompeuse du premier ministre affirmant qu'aucun travailleur de première ligne n'allait perdre son emploi, nous sommes sur le point de perdre des milliers d'enseignants. Nous allons perdre du personnel de soutien de toutes les couleurs. Nous voyons déjà ces pertes s'accumuler. Les annonces sans relâche de mises à pied et de postes excédentaires retentissent des conseils scolaires partout dans la province. Et nous n'avons pas vu le pire.

Soyons clairs au sujet sur ce qu'est la vraie motivation derrière ces coupures dévastatrices. À mesure que l'on sabre le financement pour des postes d'enseignants, les conseils scolaires

cannibaliseront leurs budgets pour du personnel de soutien afin de se payer quelques enseignants supplémentaires. Autrement dit, la protection des postes de personnel de soutien ne se réalisera pas sans également protéger les postes d'enseignants. Ils sont inextricablement liés. Par conséquent, nous allons lutter pour la protection des enseignants, nous allons lutter pour protéger le personnel de soutien, nous allons lutter pour protéger les élèves, nous allons lutter pour protéger tout ce qui a fait de notre système d'éducation, qui est grâce à nous, l'un des meilleurs au monde.

Parce que si nous permettons que le plan du gouvernement soit complètement mis en œuvre, les écoles secondaires en Ontario, et l'expérience des élèves au niveau secondaire, seront méconnaissables.

Au-delà des effectifs de classe grandissants, au-delà de l'élimination de programmes scolaires, les activités parascolaires qui agrémentent nos écoles pourraient être laissées au dépourvu. Qu'il s'agisse d'équipes sportives, de groupes musicaux, de clubs ou de pièces de théâtre, il n'y aura simplement pas un nombre suffisant d'éducateurs dans nos écoles pour faire en sorte que ces activités se poursuivent.

L'augmentation des effectifs des classes annoncée le 15 mars a été accompagnée de la décision tout aussi irréfléchie de forcer les élèves de l'Ontario à obtenir des crédits en ligne. À titre d'éducateurs, nous savons à quel point cette décision est téméraire. Nous savons que bon nombre d'élèves éprouvent des difficultés lorsqu'ils ne sont pas encadrés par la structure d'une salle de classe ou sans l'interaction en face à face avec le personnel de soutien ou les enseignants.

Dans le cadre d'une autre campagne ciblée sur les médias sociaux, les députés provinciaux se sont rendu compte, étonnamment il semble, que ce n'est pas tout l'Ontario qui a accès à une connexion Internet haute vitesse. Ils ont annoncé un programme d'une durée d'un an pour aborder cette question. Dans l'intervalle, ils avancent que l'apprentissage en ligne obligatoire commencera d'ici un an. Pourquoi ne pas nommer ce programme à juste titre : c'est de la discrimination pure et simple, de la discrimination contre les élèves qui vivent dans les « mauvaises » régions de la province, de la discrimination contre les élèves qui ne peuvent pas se payer la technologie requise pour participer. Il s'agit là d'une formule qui promet la catastrophe.

À titre d'éducateurs, nous savons ce qu'entraînera l'apprentissage en ligne obligatoire pour les élèves. Nous savons ce que les effectifs de classe plus grands causeront aux élèves. Nous savons ce qu'une réduction du nombre de cours signifiera ainsi qu'un nombre réduit de soutiens professionnels.

Nous savons que chacune de ces décisions sera instrumentale au sabotage de la réussite des élèves. Nous savons que dans ces conditions, les taux de réussite rétrograderont aux niveaux connus lors de la sombre période du gouvernement de Mike Harris.

Depuis que ce terrible gouvernement a été défait du pouvoir, nos taux de réussite sont passés de la faible soixantaine à au-delà de 80. Cependant, si les initiatives du gouvernement actuel se concrétisent, les réussites connues au cours des dernières années disparaîtront. À mesure que les postes de personnel de soutien et d'enseignant sont éliminés, il en sera de même pour la réussite des élèves. Nos meilleurs efforts à titre d'éducateurs ne suffiront pas, puisque nous serons en trop faible nombre pour garantir la réussite.

Dans les écoles partout dans la province, la collaboration du personnel de soutien et des enseignants a permis de combler les lacunes faisant obstacle à la réussite des élèves, quels que soient leurs antécédents. Nous réussissons à combler les lacunes entre les nouveaux Canadiens et les résidents dont la famille est ancrée ici depuis des générations. Nous nous évertuons à ouvrir la voie vers la réussite pour tous les élèves.

Et maintenant, nous avons au pouvoir un gouvernement qui est prêt à sacrifier tous ces efforts.

Le gouvernement Ford est-il à ce point détaché de la réalité qu'il ne se rend pas compte des conséquences que ses politiques auront sur la réussite des élèves en Ontario?

Doug Ford ne cesse de baragouiner sur l'efficacité, mais il doit sûrement comprendre qu'arracher l'essence même du cœur du système d'éducation ne le rendra pas plus efficace.

C'est plutôt le contraire qui va se produire. Cela s'avèrera un exercice inefficace et futile.

C'est un parcours qui favorisera la frustration. La frustration chez les éducateurs qui ne seront pas en mesure de faire leur travail au mieux de leur capacité et chez les élèves qui n'auront tout simplement pas accès aux ressources, aux cours et à l'interaction en face à face dont ils ont besoin pour réussir.

Cependant, le but en est-il vraiment de faire des économies et d'équilibrer les budgets? Doug Ford et les Conservateurs sont-ils à ce point inconscients des préjudices qu'ils infligent à l'éducation publique? Ou s'agit-il d'une question beaucoup plus stratégique?

Lorsque Doug Ford était conseiller municipal à Toronto, il criait haut et fort que son frère et lui allaient « privatiser tout ce qu'ils pouvaient ». Heureusement pour Toronto, les frères Ford jouissaient d'un trop faible soutien au sein du conseil municipal pour mettre cette menace à exécution.

Maintenant, Doug Ford est à la tête d'un gouvernement majoritaire à Queen's Park. Et rien ne nous pousse à croire qu'il a perdu de l'ardeur dans ses convictions limitées.

Alors bien qu'il soit difficile de déterminer ce que sont les motifs du présent gouvernement, nous connaissons leurs tendances en ce qui concerne la fonction publique et les entreprises privées. Dans une logique incompréhensible, Doug Ford croit à tort que celles et ceux qui gagnent un salaire en se vouant à l'éducation de nos élèves constituent « un mauvais investissement », alors que ceux qui tireraient des profits de la privatisation du système d'éducation offrent un service.

En ce moment, d'importants acteurs du secteur privé attendent avec impatience l'occasion de mettre le pied dans la porte du système d'éducation et d'en tirer profit.

Cependant, je ne suis pas du genre à prôner ou même à tolérer des histoires de conspiration paranoïaques. Contrairement au gouvernement Ford, nous tirons des conclusions qui sont fondées sur des données probantes.

Toutes les preuves dont nous disposons indiquent que les actions du présent gouvernement s'alignent parfaitement aux actions des autres gouvernements partout dans le monde lorsqu'ils souhaitent faciliter l'accès d'intérêts privés aux profits monétaires de l'éducation.

Si nous permettons au présent gouvernement d'aller de l'avant avec ces changements, si nous ne sommes pas en mesure de renverser sa direction, les taux de réussite scolaire tomberont en chute libre. Toutes les mesures de réussite chez les élèves seront à la baisse. Le sous-financement, la pénurie de personnel et le manque de ressources feront en sorte que le système d'éducation ne sera plus en mesure de répondre aux besoins des élèves.

Cela ouvrira la porte au gouvernement Ford. Il déclarera que notre système d'éducation publique en difficulté constitue une proposition vouée à l'échec, un système qui n'est plus viable au 21^e siècle. La solution sera d'inviter le secteur privé à venir nous montrer comment faire.

Les fonds publics seront canalisés ailleurs que dans les écoles publiques et transformés en bons que les parents pourront utiliser pour payer les frais d'écoles privées. Et cela, bien entendu, puisera encore plus de fonds du système et le cercle vicieux sera lancé.

Cela ne tardera pas avant que l'Ontario, une province qui peut se vanter d'avoir l'un des meilleurs systèmes d'éducation au monde, se joigne à l'Oklahoma, la Louisiane et le Mississippi, des territoires où personne, absolument personne, ne se vante du système d'éducation, sauf peut-être les quelques entités qui en tirent profit.

Rappelez-vous : lorsqu'il s'agit d'importants programmes gouvernementaux comme l'éducation, le rapport Ernst and Young commandé par le gouvernement recommande « d'autres arrangements de financement ». Des arrangements qui canaliseront le financement du gouvernement directement aux particuliers. Et une fois ce financement en main, ces particuliers « sélectionneront leurs fournisseurs de service par le biais d'un type d'activité du marché ».

Si nous appliquons cette logique à l'éducation, il s'agit de la définition même des bons pour écoles privées. Les personnes qui tireraient profit d'un tel arrangement, les personnes qui seraient plus qu'heureuses de se remplir les poches de fonds soutirés à notre système d'éducation publique, font déjà la file.

Il y a à peine deux semaines, certains de ces escrocs privés ont lancé un nouveau groupe de pression nommé TeachON. Leur but énoncé, et ils ne s'en cachent pas, est d'obtenir un financement public pour les écoles privées.

Sans aucun doute, ils invoqueront le mantra du choix en matière d'école. Ce qu'ils cherchent en réalité, c'est le détournement de sommes massives de fonds publics de l'éducation publique aux poches d'acteurs privés.

Il ne devrait échapper à personne que TeachON se vante de son affiliation à la *Teach Coalition*, un groupe de pression américain qui se vante complaisamment d'avoir procuré un milliard de dollars en fonds publics pour des écoles privées aux États-Unis, au cours des huit dernières années.

Les groupes de ce genre sont bien financés, bien organisés et constituent une réelle menace à l'éducation publique. Un porte-parole pour le ministère de l'Éducation a affirmé, d'une façon quelque peu encourageante : « Bien que notre gouvernement effectue des investissements historiques dans l'éducation publique, y compris dans la santé mentale, nous ne versons pas et n'avons aucune intention de verser des fonds publics à l'éducation dans les écoles privées ». Cependant, lorsque la première partie de l'énoncé est un mensonge, il est difficile de donner une quelconque crédibilité à la seconde. Alors nous demeurons vigilants et prêts à intervenir.

Dans un tel contexte, l'importance de la menace à laquelle nous faisons face devrait nous apparaître évidente à tous.

Il s'agit non seulement d'une menace à nos emplois et à nos conditions de travail. Il ne s'agit pas seulement d'une menace aux milieux d'apprentissage que nous fournissons à nos élèves et aux soutiens dont ils ont besoin pour réussir.

Le présent gouvernement constitue une menace existentielle à la structure même de l'éducation en Ontario.

À titre de Fédération, nous savions dès le début que l'arrivée au pouvoir de Doug Ford représentait une certaine menace. Nous nous attendions à ce que ce soit mauvais, mais nous ne savions pas jusqu'à quel point. Par conséquent, bien avant que l'ancienne ministre fasse son annonce dévastatrice le 15 mars, nous avons déjà commencé à nous préparer.

Ces préparations ont été amorcées aussitôt que nous avons pris connaissance des résultats de l'élection et, à l'automne dernier, nous étions sur notre lancée. Les préparatifs ont commencé non dans les détails, mais en ayant à l'esprit des objectifs stratégiques. Nous reconnaissons que la stratégie des négociations allait de pair avec l'action politique. Nous avons reconnu le besoin d'activer les membres et les autres supporteurs tout en engageant la portion du public n'ayant aucun lien direct à l'éducation publique. Toutes les décisions prises depuis ce temps ont adhéré à la stratégie globale.

Je discuterai de ceci plus en détail lors de la séance plénière de ce samedi. Pour le moment, permettez-moi simplement de dire, au nom de l'Exécutif provincial, que nous n'avons jamais été plus fiers des efforts de nos dirigeants locaux, de vous tous ici présents dans la salle, en matière d'éducation et de mobilisation des membres. Vous avez intensifié vos efforts. Bon nombre d'entre vous sont allés bien au-delà de votre zone de confort pour organiser des manifestations, pour affronter vos politiciens locaux et pour faire passer notre message par l'intermédiaire de vos médias locaux.

Grâce à vos efforts, vous avez jeté de solides bases pour la résistance dans laquelle nous serons tous engagés dans un avenir prévisible.

Et je n'ai jamais été plus fier que lorsque nous nous sommes littéralement entassés sur la pelouse de Queen's Park, à raison de 30 000 éducateurs et alliés, le 6 avril. Alors que nous nous trouvons devant vous dans cette salle, nous vous applaudissons et je crois que vous devriez vous aussi vous applaudir et applaudir nos membres.

J'aimerais prendre un moment pour vous rappeler une initiative particulière. Nous avons demandé au *Conference Board du Canada*, certainement pas un organisme de gauche pro-syndicat, d'entreprendre une étude sur l'impact économique plus vaste des dépenses en éducation, dans la province de l'Ontario.

Nous l'avons choisi précisément en raison de sa réputation bien méritée de produire des recherches non partisans, fondées sur des données probantes, bien au-delà du mouvement syndical ou de la communauté de l'éducation.

Nous avons toujours soutenu que l'éducation est un investissement dans l'avenir de l'Ontario. Le rapport du *Conference Board*, intitulée *The Economic Case for Investing in Education*, confirme cet énoncé. Et il montre les chiffres à l'appui.

Il démontre que chaque dollar investi dans l'éducation publique génère 1,30 \$ en impacts économiques totaux pour l'Ontario. Et il démontre que l'inverse est également vrai; que pour chaque dollar que le gouvernement retire de l'éducation publique, l'économie dans son ensemble perd 1,30 \$.

Il démontre que si l'investissement dans l'éducation augmentait suffisamment pour faire monter le taux d'obtention du diplôme d'études secondaires à 90 pour cent, la province pourrait économiser 3,5 milliards de dollars au cours des 20 prochaines années. Des économies seraient réalisées dans les domaines de l'aide sociale, des soins de santé et de la justice pénale.

Et ici également, le rapport démontre que l'inverse est vrai. Si les taux d'obtention du diplôme d'études secondaires baissaient à 82,6 pour cent, l'Ontario aurait à déboursier 3,8 milliards de dollars de plus sur ces programmes sur une période de 20 ans.

Il est important de noter que la dernière fois que le gouvernement Conservateur s'est mêlé de l'éducation en Ontario, le taux d'obtention du diplôme d'études secondaires était beaucoup plus faible, aux environs de 60 pour cent, quand le gouvernement a finalement été défait.

Le rapport du *Conference Board* en main, nous nous efforçons de diffuser le message qu'un investissement dans l'éducation publique génère des retombées économiques pour tous, sans parler d'importants avantages sociaux : une population en meilleure santé, un niveau de vie plus élevé et une diminution de la criminalité.

Bien entendu, nous indiquons que les plans du gouvernement actuel de désinvestir dans l'éducation entraînera un effet contraire, c'est-à-dire une économie plus fragile, un niveau de vie inférieur, un stress additionnel imposé aux soins de santé et à l'aide sociale.

Bref, les coupures en éducation nuisent à tout le monde.

Je vous implore de visiter le site [Web BetterSchoolsStrongerEconomy.ca](http://WebBetterSchoolsStrongerEconomy.ca) et de le diffuser largement à vos amis et à la famille et dans les médias sociaux.

À la lumière de toutes les actions entreprises pour nous porter à la défense de l'éducation publique contre le gouvernement Ford, je crois qu'il est clair aux yeux de tous dans cette salle, et aux yeux de tous les membres j'espère, que cela n'a pas été le cours habituel des choses à OSSTF/FEESO au cours de la dernière année.

Alors je dis merci également au personnel du Bureau provincial. De la recherche à l'analyse de données sur le financement, jusqu'à tous les moyens de communication, la création d'ateliers, l'organisation des rencontres d'engagement des membres, des manifestations et des autres événements, le personnel du Bureau provincial a investi d'innombrables heures et leurs efforts ont de loin dépassé nos attentes habituelles à leur égard.

Certes, dans mes douze années au Bureau provincial, nous n'avons jamais tant demandé à notre personnel comme nous l'avons fait au cours des 12 derniers mois. Il s'est montré à la hauteur des circonstances.

Je crois, en toute honnêteté, qu'il n'existe pas un autre syndicat en Ontario qui soit aussi bien préparé que nous le sommes pour la lutte qui nous attend toujours. Sur tous les fronts, nous avons haussé la barre à de nouveaux sommets et je ne pourrais être plus fier du travail accompli par notre Fédération, que je ne le suis présentement.

Bien entendu, tout le travail dont je viens de parler s'ajoute en surplus aux préparatifs qui sont en cours pour les négociations.

Il est important de noter que, outre les négociations en vertu de la *Loi sur la négociation collective dans les conseils scolaires*, des négociations sont actuellement en cours au District 24 avec le Consortium du transport scolaire. Ce groupe est maintenant en attente d'une date de conciliation. Les dates de conciliation de l'unité de négociation de l'Université d'Ottawa, au District 35, sont fixées pour septembre. De plus, notre personnel de soutien d'*Algoma University* a entrepris des négociations au cours de l'été.

En ce qui a trait aux négociations pour nos membres à l'emploi des conseils scolaires, nous avons émis un avis de négociation le 29 avril. En fait, nous avons insisté auprès du gouvernement d'ouvrir la porte aux négociations dans les plus brefs délais. Il aurait pu agir le 4 mars, mais a décidé d'attendre presque deux mois. Quand nous avons immédiatement émis un avis de négociation, le 29 avril, le gouvernement et les conseillers scolaires ont retardé le processus pendant la période maximale de 15 jours avant de se présenter à la table pour deux heures. Déjà, le gouvernement faisait la sourde oreille à notre demande de modifier la *Loi*, faisant en sorte que quelques questions seulement ne soient des points par défaut discutés à la table centrale. Lorsqu'il est devenu clair que nous nous trouvions dans une impasse en ce qui concerne les questions délibérées au niveau central/local, nous avons suggéré un mécanisme alternatif accéléré de résolution des conflits qu'ils ont rejeté.

Les présentes demandes du Ministre pour une entente rapide nous semblent tout aussi convaincantes que lorsqu'il affirme vouloir améliorer l'accès aux STIM. Elles trahissent une ignorance du processus ou un effort délibéré d'allumer les anxiétés du public, ou les deux. Alors, soyons absolument clairs. Nous serons en poste à la première journée d'école. Malgré les pertes de personnel déjà importantes, nous ferons tout en notre pouvoir pour offrir aux élèves la meilleure éducation qui soit. Et nous nous présenterons à la table de négociation accompagnés de propositions qui favorisent le système d'éducation de l'Ontario et notre avenir économique. Si le gouvernement et les associations de conseillers scolaires les rejettent, il leur sera très difficile de prétendre que le problème en matière de prestation d'une éducation de qualité dans cette province, c'est nous.

Nous demeurons déterminés à lutter en faveur de négociations collectives locales productives, la seule façon d'aborder correctement les questions en milieu de travail qui sont propres à votre district ou à votre unité de négociation.

Malheureusement, il semblerait que ni OPSBA, ni le Conseil des associations d'employeurs ne partagent cet avis.

En fait, il semble qu'ils ont perdu toute confiance dans la capacité des conseils scolaires à négocier avec nos unités de négociation dans le but de trouver des solutions à des questions qui ont sans équivoque des effets sur le plan local. Ces deux entités insistent à ce qu'une longue liste de points soit négociée au niveau central.

Par conséquent, et comme vous le savez, nous n'avions d'autre choix que de présenter la question devant la Commission des relations de travail de l'Ontario. Une date d'audience a été fixée pour la semaine prochaine, le 22 août. Aussitôt que de nouveaux développements surviennent en ce qui concerne cette audience, nous diffuserons un Bulletin de négociation afin de garder tous les dirigeants locaux et les membres à l'affût. Samedi matin, nous vous ferons part des mises à jour et des préparations à d'autres négociations.

Il est important de préciser que certains conseils scolaires ont adopté des positions publiques admirables à la défense des élèves et du système d'éducation public en Ontario. Nous devons les en féliciter. Leurs associations centrales, en revanche, et je nomme l'OPSBA en particulier, se sont engagées à une coopération indirecte avec un gouvernement qui constitue une menace existentielle tant à la gouvernance des conseils scolaires locaux qu'à une éducation de qualité. OPSBA aurait dû compter parmi nos alliés dans une défense vigoureuse et robuste de nos élèves et d'une éducation publique de qualité supérieure. Elle aurait dû démontrer avec rigueur la valeur de la démocratie locale. Elle est plutôt devenue rien de moins qu'un collaborateur du présent gouvernement. Il est inconcevable que l'organe central d'OPSBA s'intéresse davantage à la promotion de son existence bureaucratique continue qu'à la défense de l'éducation publique. À un certain moment dans l'avenir, nous jetterons tous un regard rétrospectif sur cette période dans l'histoire et nous nous interrogerons sur le rôle que nous avons joué. OSSTF/FEESO pourra se rappeler fièrement ce pour quoi il a lutté. J'ose à peine imaginer ce dont OPSBA sera fière.

Quelle que soit la portée déterminée de la négociation centrale, lorsque nous nous présenterons à la table de négociation, nous négocierons sous le spectre d'une autre erreur monumentale de la part du gouvernement Ford.

Le Projet de loi 124, déposé le 5 juin, limiterait les augmentations de rémunération dans le secteur public à un pour cent par année pendant les trois prochaines années. Il s'agit d'un affront aux droits de négociation de tous les travailleurs du secteur public en Ontario. Cela tourne en dérision complète l'affirmation de Doug Ford qu'il respecte les travailleurs de première ligne.

Par conséquent, l'année que nous venons de passer ne peut vraiment pas être catégorisée comme le cours habituel des choses, et ce ne sera pas le cas avant bien longtemps.

Le gouvernement au pouvoir a déclaré la guerre contre l'un des meilleurs systèmes d'éducation au monde. Un système que nous tous, ainsi que nos prédécesseurs au cours du siècle dernier, avons largement contribué à bâtir. Ce système est en danger et nous, en tant qu'éducateurs, le sommes aussi.

Tout comme nous sommes les travailleurs de première ligne dans nos universités et nos écoles, nous n'avons d'autres choix que d'assumer la première ligne dans notre lutte pour protéger l'éducation dans notre province.

Je sais que certains d'entre nous avons eu le temps de nous détendre et de faire le regain d'énergie au cours des quelques dernières semaines, et c'est parfait, parce que dans les prochains mois, nous ne pourrons pas nous permettre de prendre une pause de cette lutte.

Voilà pourquoi nous sommes ici aujourd'hui, à la tâche, alors que le gouvernement est au beau milieu d'une pause de cinq mois.

Nous parlons souvent de l'importance de la solidarité et de la détermination de nos membres.

Il ne s'agit pas de simples banalités. Il ne s'agit pas de notions que nous invoquons dans le cadre d'un rituel sans fondement.

Nous parlons de solidarité et de détermination parce que cent ans de notre propre histoire démontrent que ces attributs ont été fondamentaux dans toutes les réussites que nous avons connues. Elles ont été au centre de toutes nos victoires.

Quels que soient les membres siégeant à l'Exécutif provincial, quel que soit le gouvernement élu, notre réussite dépend toujours, *toujours* de l'engagement et du dévouement de nos membres.

Voilà pourquoi nous avons passé la dernière année à communiquer avec eux afin de nous assurer qu'ils comprennent la gravité de la situation à laquelle nous faisons face.

Et nous savons, parce que nous le voyons prendre forme, que les membres comprennent.

Ils peuvent voir ce qu'on fait subir à l'éducation et ils peuvent voir ce qu'il faut faire pour se porter à sa défense. Ils se présentent aux manifestations. Ils engagent et confrontent leur député provincial. Ils prennent position en leur nom réciproque, au nom des élèves, et à la défense de l'éducation publique.

Notre rôle maintenant, à titre de dirigeants, est de renforcer cet engagement. Notre rôle est de renforcer la détermination des membres et leur sentiment de solidarité.

Notre rôle est de cultiver la résistance.

Nous avons déjà vu ce scénario et nous savons ce que nous devons faire. Nous existons depuis cent ans. Le gouvernement Ford n'est en place que depuis 14 mois.

Nous avons vu l'arrivée et le départ de gouvernements hostiles, mais nous sommes toujours là. À de nombreuses reprises dans le passé, les barbares se sont pointés à nos portes et nous les avons toujours repoussés.

Des types du genre de Doug Ford, nous en avons déjà vu. Cependant, lui-même n'a jamais eu à affronter une puissance comme OSSTF/FEESO.

Je n'ai aucune intention de laisser Doug Ford ou qui que ce soit détruire l'éducation publique en Ontario. Pas sous ma gouverne.

Cependant, ce n'est pas strictement ma gouverne à moi. C'est la vôtre aussi. Et c'est plus que ça.

C'est notre responsabilité, collectivement. La mienne. Celle de l'Exécutif provincial. Celle de tous les dirigeants présents dans cette salle. Celle du personnel au Bureau provincial. Celle de chacun de nos près de 70 000 membres.

C'est à *nous* d'agir. C'est notre responsabilité. Au nom des élèves et de leurs parents, et de tous ceux qui se soucient de l'avenir de cette province. Au nom des centaines de milliers de membres d'OSSTF/FEESO qui nous ont précédés au cours du siècle dernier, nous ne

laisserons *pas* cette fière tradition de l'Ontario, celle d'une éducation publique de renommée mondiale financée par les fonds publics, subir la destruction.

Nous, nous tous, lutterons en faveur d'un système d'éducation qui prépare nos élèves pour leur avenir.

Nous lutterons en faveur d'un système d'éducation inclusif qui ne laisse personne de côté.

Nous lutterons en faveur d'un système d'éducation, un système d'éducation *public*, qui accorde l'importance aux enfants plutôt qu'aux profits.

C'est notre combat. C'est le combat de tous. Et ensemble, nous devons gagner et nous allons gagner.